

Les Echos de l'Eco

echosdeleco.com

JUIN 2021-N°005 / GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU



TOTAL GABON, 95 ANS APRÈS...

Si la découverte du premier gisement commercialement exploitable date de février 1956, il y a 65 ans, les premières missions de reconnaissance du territoire gabonais par des géologues remontent, elles, à 1928, soit près de 30 ans plus tôt.

P. 5-6

Toujours à vos côtés

AXA Gabon, filiale du leader mondial de l'assurance et de la gestion d'actifs ;

+ de 45 milliards de sinistres réglés sur 10 ans ;

Leader de l'assurance santé au Gabon ;

Large réseau de partenaires nationaux et internationaux à votre service.

www.axa.ga
AXA Gabon

Interview

Stéphane Bassène Directeur général Total Gabon

Essentiel



P. 4

Le secteur minier au Gabon

Si à ce jour, de nombreuses licences d'exploration ont été accordées par les autorités gabonaises, on dénombre encore très peu de projets actifs ou de taille industrielle, hormis dans le secteur du manganèse (Comilog et NGM).



Alexis Roblin

Directeur général de Tractafric Equipment Gabon

Le groupe Optorg, maison mère de Tractafric, a fêté son centenaire le 16 octobre 2019.

P. 8



Bertrand Courties, directeur général Sigalli

Comment Sigalli tire-t-il son épingle du jeu au milieu de cette multitude de marques de produits laitiers ?

P. 10

ENCORE PLUS DE SÉCURITÉ, AVEC LA NOUVELLE CARTE BIOMÉTRIQUE ASCOMA SANTÉ.

Ascoma Gabon vous invite à procéder à votre enrôlement du lundi au samedi, de 7h30 à 15h.

DÉJÀ PLUS DE 45 000 INSCRITS

RDV dans les centres suivants:

- Libreville : centre d'enrôlement principal du centre-ville, situé derrière le siège d'AXA assurances Gabon
- Port-Gentil : centre d'enrôlement principal du centre-ville, situé derrière les locaux d'Ascoma Santé Port-Gentil.

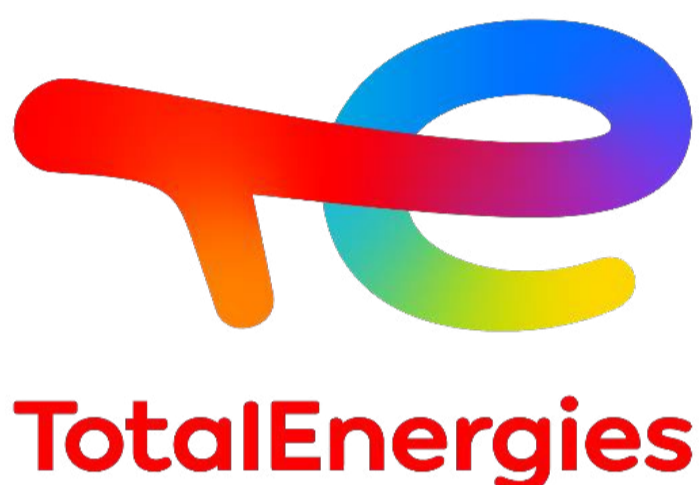


ASCOMA GABON

Conseil & Courtier en Assurances www.ga.ascoma-online.com

Total se transforme et devient TotalEnergies

Paris, 28 mai 2021 – L'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire des Actionnaires de la Société a voté ce jour, à une quasi-unanimité, la résolution visant à changer la dénomination sociale de l'entreprise. Total devient donc TotalEnergies et ancre dans son identité, sa stratégie de transformation en compagnie multi-énergies. A l'occasion de son changement de nom, TotalEnergies se dote d'une nouvelle identité visuelle.



« L'énergie c'est la vie. Nous en avons tous besoin et elle est source de progrès. Alors aujourd'hui, pour contribuer au développement durable de la planète face au défi climatique, nous avançons, ensemble, vers de nouvelles énergies. L'énergie se réinvente et ce chemin des énergies, c'est le nôtre. Notre ambition est d'être un acteur majeur de la transition énergétique. C'est pour cela que Total se transforme et devient TotalEnergies », a déclaré **Patrick Pouyanné, Président-directeur général de TotalEnergies.**

Le nouveau nom et sa nouvelle identité visuelle incarnent la dynamique dans laquelle TotalEnergies est résolument entrée : celle d'une compagnie multi-énergies qui met en œuvre sa mission de produire et fournir des énergies toujours plus abordables, disponibles et propres.



PÉTROLE



GAZ



ÉLECTRICITÉ



HYDROGÈNE



BIOMASSE



ÉOLIEN



SOLAIRE

À propos de TotalEnergies

TotalEnergies est une compagnie multi-énergies mondiale de production et de fourniture d'énergies : pétrole et biocarburants, gaz naturel et gaz verts, renouvelables et électricité. Ses 105 000 collaborateurs s'engagent pour une énergie toujours plus abordable, propre, fiable et accessible au plus grand nombre. Présent dans plus de 130 pays, TotalEnergies inscrit le développement durable dans toutes ses dimensions au cœur de ses projets et opérations pour contribuer au bien-être des populations.

Édito

EN ATTENDANT LA RELANCE

Chères lectrices, chers lecteurs

A l'heure où le monde entier marche vers le bout du tunnel, le Gabon n'est pas en reste. Cette pandémie aura instantanément stoppé bon nombre d'investissements dont les répercussions économiques résonneront comme un écho dans les années à venir.



Une très large part de cette édition est dédiée aux ressources minières du Gabon et plus précisément aux exploitations pétrolières. Vous pourrez lire dans l'interview que Stéphane Bassène, directeur général de Total Gabon m'a accordée, que l'anticipation est la meilleure option pour continuer d'avancer parce que le monde est amené à évoluer de plus en plus vite, parce que nos besoins seront différents, les technologies changeront nos métiers... Pour toutes ces raisons, il est indispensable de s'adapter, de pressentir et d'agir pour prévenir. Tous les secteurs ont été impactés d'une façon ou d'une autre par cet arrêt sur image. Les changements opérés pendant cette période seront révélateurs et nous en développerons les conséquences dans les mois qui viennent. Dans nos différentes rubriques, nous tenterons de décrypter l'actualité des entreprises, des marchés et d'analyser le climat des affaires. Nous comptons sur votre participation en tant qu'acteurs pour nous informer et animer les colonnes de votre mensuel.

Les Échos de l'Éco est né en février 2021, en pleine pandémie et sa croissance lui confère un bel avenir. Nous travaillons déjà sur le numéro double de juillet/août composé de 24 pages à paraître première semaine de juillet. Vous y découvrirez un sujet inédit et des interviews approfondies. Le fait que ce journal soit plébiscité me reporte à mon premier édito dans lequel je posais la question suivante : le papier doit-il disparaître ? Peut-être, mais l'essentiel aura été de créer une marque, un média global diffusant à la fois de l'information, mais aussi et surtout une information sélectionnée, hiérarchisée, éditée, mise en forme et en perspective avec un respect profond de la déontologie et de l'éthique du métier. Une information à valeur ajoutée parce qu'avoir une ligne "pro business", c'est défendre l'idée que l'entreprise est le meilleur lieu où produire la richesse ...

Bonne lecture !

Anne-Marie Jobin

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION JOURNALISTE

Anne-Marie Jobin
echosdeleco@gmail.com
(+241) 062 18 77 18

RESPONSABLE MULTIMÉDIA

Lylia Lunckwey

INFOGRAPHISTE & DIRECTEUR ARTISTIQUE

Andrew Nguema

INFORMATIONS LÉGALES

Sté ÉCHOS DE L'ÉCO
RCCM N° 2018 A 46162 – Déclaration de constitution d'un organe de presse accordée le 05 février 2021
Ministère de la Communication
N°: AT_MC00001/2021

PUBLICITÉ ET MARKETING

Réseau de distribution : echosdeleco@gmail.com

IMPRESSION



Sommaire



UNE JEUNE GABONAISE LANCE L'APPLICATION « CAPAY » POUR FACILITER LE PAIEMENT DES SALAIRES DES PERSONNES NON BANCARISÉES

Au Gabon, où 70 % de la population n'est pas bancarisée, l'inclusion financière reste un défi de taille. La progression du taux de couverture de la téléphonie mobile offre cependant des solutions viables grâce à la révolution du mobile money.

P.11

HOSTO EST UNE PLATEFORME DE E-SANTÉ QUI S'ADRESSE À LA FOIS AUX MALADES, AUX PERSONNES EN BONNE SANTÉ, AUX PROFESSIONNELS DU DOMAINE MÉDICAL ET AUX DÉCIDEURS.

Sa principale vocation est l'amélioration de la santé des populations par la mise à disposition de services utiles et innovants. Outil d'aide à la décision pour les gouvernants, Hosto est un puissant système de gestion de l'activité des structures de santé.



La santé au bout du click by YUBILE

P.11



BLANC CRISTAL - SOLUTIONS NUMÉRIQUES, COMMUNICATION, WEBMARKETING ET FORMATION DIGITALE

Nous sommes une agence de conseil digital et communication. Blanc Cristal a pris son virage numérique et peut désormais se prévaloir d'avoir une large vision de la communication : à la fois stratégique et digitale.

P.12

LE SECTEUR DU NUMÉRIQUE REPRÉSENTE UN LEVIER DE CROISSANCE IMPORTANT POUR L'ÉCONOMIE GABONAISE

En une dizaine d'années, cherchant à diversifier son économie, le gouvernement gabonais a réussi à développer le secteur des nouvelles technologies par une politique volontariste de promotion et d'investissements dans le secteur du numérique.



P.13



VAAICO REND HOMMAGE À ERNEST LESLIE ASAMOAH ET LE REMERCIE

En cette période de pré-vacances, Vaalco célèbre l'un de ses employés. Son dévouement, sa loyauté son sens des responsabilités et sa conscience professionnelle font d'Ernest Leslie Asamoah un collaborateur particulièrement apprécié dans l'entreprise.

P.14

LE SECTEUR MINIER AU GABON

Si à ce jour, de nombreuses licences d'exploration ont été accordées par les autorités gabonaises, on dénombre encore très peu de projets actifs ou de taille industrielle, hormis dans le secteur du manganèse (Comilog et NGM). Le secteur représente aujourd'hui 6 % du PIB et 6,4 % des exportations du pays. Il emploie 2 000 personnes. Outre le manganèse et l'or, le minerai de fer, dont le pays détient des réserves abondantes, figure parmi les ressources naturelles stratégiques du Gabon alors que le sous-sol renfermerait également des métaux comme le niobium, des terres rares, de l'uranium, du cuivre, du zinc etc. Le Gabon a adopté un nouveau code minier en 2019, dans le but de clarifier les règles de l'exploitation minière et de donner un cadre plus stable aux investisseurs. Mais les cours mondiaux des matières premières constituent aujourd'hui un handicap sérieux à l'exploitation de ces ressources. Pour autant, les investissements dans le secteur se développent, notamment dans les infrastructures de transport.

Bonne tenue de l'exploitation du manganèse, principale ressource minière produite au Gabon

Les entreprises du manganèse

La compagnie historique Comilog (Compagnie minière de l'Ogooué), filiale de l'entreprise française Eramet, est détenue à 63,7 % par cette dernière et à 29 % par l'État gabonais. La compagnie extrait 90 % du manganèse issu du sous-sol gabonais (4,8 Mt en 2019) et assure une première transformation dans son Complexe métallurgique de Moanda (production de manganèse métal électrolytique et de silicomanganèse, utilisés dans la production d'acier).

Le reste de la production de manganèse est effectuée par le chinois CICMHZ (Compagnie industrielle des mines de Hangzhou) et l'entreprise Nouvelle Gabon Mining (NGM), filiale du groupe indien Coalsale Group. En 2013, NGM a acquis les droits miniers détenus par le groupe BHPBilliton et signé début 2020 un CEPP pour le gisement d'Okondja, pour une production potentielle estimée à 2 Mt par an. En 2017, NGM a mis en service une usine de traitement du manganèse à Biniomi, près de Franceville.

Évolution de la production

Soutenu par la forte demande de la Chine, le marché mondial du manganèse fait face à une hausse de la production depuis plusieurs années. C'est dans ce contexte que l'industrie minière gabonaise a été très dynamique en 2019, marquée par des records de production qui ont atteint 7,3 Mt (minerai et agglomérés), en progression de 25,4 % par rapport à 2018. Cette hausse de la production a été rendue possible grâce aux améliorations opérationnelles sur les sites miniers de la Comilog et au renforcement des capacités de production du gisement de Biniomi près de Franceville, opéré par Nouvelle Gabon Mining.

En revanche, la production d'alliages (silicomanganèse et manganèse métal) s'est repliée de 4,3 % pour atteindre 47 762 tonnes en 2019, principalement pour des raisons techniques. Les ventes affichent également un repli (-16,6 % à 27,2 mds de FCFA), en raison de la conjugaison de plusieurs facteurs (indisponibilité des wagons, baisse des prix mondiaux et ralentissement global du marché mondial, notamment l'industrie automobile). Afin de s'adapter au marché actuel et de redresser les activités du Complexe métallurgique de Moanda (CMM), où la production de manganèse métal souffre de nombreuses difficultés depuis la création, Comilog revoit sa stratégie en optant pour la production d'oxyde de manganèse.



En septembre 2020, les objectifs de production de manganèse, qui avaient été revus à la baisse, ont finalement atteint les 8,449 millions de tonnes, grâce à la mise en exploitation du plateau d'Okouma dans le cadre du projet Comilog 20/20 reprofilé, et l'entrée en exploitation du gisement de Lebaye à Okondja par Nouvelle Gabon Mining.

Malgré la crise sanitaire, les résultats de la production de Comilog pour le premier semestre 2020 sont en hausse de 31 %, à 2,8 Mt, par rapport au premier semestre 2019, tandis que le chiffre d'affaires de l'entreprise est en retrait, à 338,6 mds de FCFA, du fait de la forte baisse du prix de vente du minerai enregistrée au cours de ce premier semestre.

Quant à eux, les investissements du secteur ont considérablement augmenté en 2019 (+50,3 %), pour atteindre 146,9 mds de FCFA. Ils ont concerné les travaux préparatoires de la mine par Comilog et les travaux d'aménagement et d'installation des usines du site d'Okondja, en vue de leur entrée en production (Nouvelle Gabon Mining).

Les exportations de manganèse

Les exportations de manganèse ont progressé en 2019 de 17 %, à 6,1 Mt (contre 5,2 Mt en 2018). Malgré cette hausse, le chiffre d'affaires consolidé du secteur a baissé de 6,3 %, à 739,2 mds de FCFA, en raison de la baisse des prix du minerai de manganèse (prix moyen en baisse de 22,6 % sur l'année).

Stagnation des autres projets miniers

Maboumine, filiale de la Comilog (76 %), porte également le projet d'exploitation du gisement polymétallique de Mabounié au

Gabon. Encore inexploité, ce site recèle plusieurs métaux dont du niobium (2^e gisement mondial), des terres rares, du tantale, du scandium, des phosphates et de faibles quantités d'uranium.

La production aurifère gabonaise (2 tonnes par an) était effectuée pour deux tiers par la compagnie Ressources Golden Grams (REG), filiale du marocain Managem, et pour l'autre tiers par des producteurs locaux artisanaux. Managem ayant terminé l'exploitation du site de Bakoudou, la société continue les études pour le gisement d'Eteke situé près de Mouila (Sud) qui pourrait produire 1,5 tonne par an et dont les réserves sont estimées à plus de 23 tonnes. En octobre 2019, la compagnie chinoise Jilin Mining Resources (JMR) a signé avec la SEM un contrat de partage de production avec l'État. La compagnie Alpha Centauri Mining, à capitaux londoniens et émiratis, possède par ailleurs plusieurs permis dans la région de Ndjolé.

En septembre 2018, le gouvernement gabonais avait annoncé la fin de certaines activités d'orpillage, car, selon lui, quatre tonnes d'or étaient exportées illégalement chaque année auparavant. Ainsi, plusieurs petites exploitations d'or ont-elles dû fermer.

Le Comptoir gabonais de collecte de l'or (CGCO), filiale de la SEM, a vocation à collecter l'or auprès des orpailleurs à travers cinq comptoirs présents dans le pays (55 kg d'or ont été ainsi récupérés en 2015). Selon les estimations, les ressources nationales d'or s'élevaient à 40 tonnes.

Le fer ne fait pas encore l'objet d'exploitation. Le principal gisement de fer gabonais se trouve à Belinga, au nord-est du pays. Il est l'un des der-

sieurs sociétés, dont DeBeers, Southernera (Canada) et Motopa (Australie), ont mené des campagnes d'exploration. L'exploration dans ce secteur est, pour l'heure, suspendue, et ces permis sont depuis retombés dans le domaine public.

Volonté affichée du gouvernement gabonais de relancer la prospection minière.

Comme dans le secteur pétrolier, l'État gabonais a cherché à devenir un acteur réel du secteur minier. C'est ainsi que la Société équatoriale des Mines a été créée en 2011, société publique qui détient et gère les participations de l'État gabonais dans les sociétés minières. Elle a également pour missions le développement de la transformation locale des substances minérales extraites, la commercialisation des substances précieuses ou encore l'exploitation de ses propres titres miniers.

L'entreprise publique, qui tournait au ralenti depuis 2017, cherche à reprendre une place active dans le secteur des mines à travers un plan de relance de ses activités dont la mise en œuvre a débuté mi-2019.

Initié par le président de la République Ali Bongo Ondimba dans le cadre du PSGE (Plan stratégique Gabon émergent) depuis plusieurs années, le nouveau code minier, adopté en juillet 2019, s'est donné pour objectifs de clarifier les règles de l'exploitation minière et de donner un cadre plus favorable aux investisseurs en reconnaissant l'inviolabilité des titres miniers, ainsi qu'en créant des mécanismes de garantie et des procédures d'arbitrages. De nouvelles obligations ont également vu le jour.

Les infrastructures continuent de se développer à la faveur d'investisseurs privés.

En matière d'infrastructures, le chemin de fer (Transgabonais), géré par la Setrag (filiale de Comilog/concession jusqu'en 2035), est en cours de rénovation depuis 2016. Il relie Franceville à Libreville (Owendo) et c'est par cette unique voie ferrée que transitent la plupart des minerais, grumes, voyageurs et marchandises. Le projet de réhabilitation des infrastructures ferroviaires du Transgabonais (2016-2022) bénéficie d'un financement AFD (prêt de 93 M€), Proparco (80 M€) et SFI (groupe Banque mondiale).

Par ailleurs, un nouveau quai minéralier a été inauguré en 2016 au port d'Owendo. Bâti sur une superficie de 45 ha, il jouxte le port de la Comilog/Eramet par lequel la société évacue le minerai de manganèse. Il est doté d'un terminal de 25 hectares et d'un terminal polyvalent construit sur 20 hectares réservé aux agrégats et à certains produits issus de la transformation du bois. Relié à la voie ferrée par un embranchement ferroviaire de 1,5 km de long, il dispose d'un quai de 170 mètres. Le port minéralier a bénéficié d'un financement conjoint de la banque gabonaise BGFI et de la BDEAC (33 mds FCFA) pour un cout global de 75,6 mds de FCFA.

Source : ministère de l'Économie et du Trésor

Par ailleurs, les mines de Milingui (province de la Nyanga) et celles des Monts de Cristal (nord de Libreville) contiendraient quant à elles des réserves estimées à 150 et 100 millions de tonnes de minerai de fer chacune. Un accord-cadre a été signé en février 2018 entre l'État gabonais et la société sudafricaine Havilah Consolidated Ressources pour l'exploitation de Milingui. L'investissement est estimé à 1 m^d USD tandis que l'entrée en production est attendue pour fin 2020.

L'uranium a été exploité par Areva (désormais Orano) jusqu'en 1999. L'entreprise dispose de deux filiales au Gabon : Comuf (Compagnie des mines d'uranium de Franceville) créée en 1958 consécutivement à la découverte en 1957 du gisement de Mounana par le Commissariat à l'Énergie atomique (CEA), et Areva Gabon. De 1961 à 1999, la Comuf a exploité 5 gisements d'uranium en mines à ciel ouvert et en mines souterraines dans la province du Haut-Ogooué. Elle a cessé son exploitation en juin 1999 après l'épuisement des derniers gisements économiquement exploitables. Orano dispose de quatre permis de prospection de 2000 km² chacun (zones de Mopia, Andjogo, Lekabi et N'Goutou).

Le Gabon disposerait également d'un potentiel diamantifère. Plu-

INTERVIEW DE MONSIEUR STÉPHANE BASSÈNE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE TOTAL GABON

TOTAL GABON, 95 ANS APRÈS...

Si la découverte du premier gisement commercialement exploitable date de février 1956, il y a 65 ans, les premières missions de reconnaissance du territoire gabonais par des géologues remontent, elles, à 1928, soit près de 30 ans plus tôt. Il a ainsi fallu de nombreuses années pour dresser les premières cartes topographiques et géologiques du Gabon, instruments indispensables sur lesquels se sont appuyées les équipes d'explorateurs qui contribuent à l'épopée pétrolière du Gabon depuis plus de 90 ans. C'est ainsi que les pionniers des entités qui forment aujourd'hui Total Gabon ont participé à la découverte de 80 % des réserves du pays. Cette antériorité fait de Total Gabon un partenaire majeur du développement de l'industrie pétrolière du Gabon, qu'il a largement contribué à construire. Mais Total Gabon s'implique aussi dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la culture et de la préservation de la nature. Nous nous sommes rapprochés de Stéphane Bassène et le remercions d'avoir bien voulu nous apporter quelques précisions sur ce que représente Total au Gabon en 2021.

Portrait de Stéphane Bassène

Âgé de 44 ans, Stéphane Bassène est originaire du Sénégal. Il a étudié, travaillé et voyagé dans de nombreux pays, de la France au Canada, en passant par l'Inde, le Cameroun, l'Australie, les États-Unis et le Nigéria. Son parcours est à souligner. En effet, il est diplômé de l'École polytechnique Palaiseau, de l'École des Ponts ParisTech et de l'Institut de Technologie du Massachusetts (MIT). Il est titulaire d'un Executive MBA du programme TRIUM (HEC, LSE, NYU). Ingénieur de formation, Stéphane Bassène a travaillé successivement pour Pechiney (Aluminium) et pour Rio Tinto, un groupe minier multinational anglo-australien, avant de rejoindre Total. Depuis le 29 août 2019, il officie en qualité de directeur général de Total Gabon.

Par Anne-Marie Jobin



• • • Stéphane Bassène, directeur général de Total Gabon

Échos de l'Éco : Nous ne reviendrons pas sur les chiffres des belles années d'antan. Concentrons-nous sur l'actualité et l'année 2020, marquée par une baisse du chiffre d'affaires sans précédent (54 %) et une diminution de 19 % de la production. Comment traduisez-vous ces chiffres ? Combien de titres miniers exploitez-vous, et pour quelle production ?

L'année 2020 a été marquée par des événements exceptionnels. Les prix du pétrole ont connu une baisse historique causée, dans un premier temps, par une guerre commerciale entre grands pays producteurs (Arabie saoudite et Russie). Cette chute a été aggravée et prolongée par un choc de la demande de produits pétroliers faisant suite aux premiers confinements et fermetures de frontières décidés pour limiter la propagation du Covid-19. En réponse et dans le but de soutenir les prix du pétrole, l'Opep a décidé de la mise en place d'un programme de quotas de production, auquel le Gabon participe en tant que membre.

La crise sanitaire a, par ailleurs, nécessité la prise de mesures spécifiques sur nos sites, entraînant une limitation du nombre de personnes mobilisées et, par conséquent, une baisse du niveau d'activité. Ainsi, la conjoncture économique et les

contraintes sanitaires nous ont conduits à ajuster notre activité et à limiter nos investissements, ce qui a causé une baisse de notre production. En 2020, Total Gabon compte 1461 km² de domaine minier pour une production d'environ 25,6 milliers de barils par jour.

La société a su résister à cette crise. Elle a préservé sa trésorerie, elle est restée désendettée et a été en mesure de verser des dividendes à ses actionnaires.

Aujourd'hui, avec le rebond des prix du pétrole, notre priorité est d'accompagner la sortie de la pandémie, de finaliser notre recentrage stratégique, pour entamer un nouveau cycle de développement de nos actifs.

Nos confrères évoquent des cessions d'actifs et les interprètent comme un désintérêt de la part du groupe, ce qui génère des rumeurs inquiétantes. Que répondez-vous ?

Les opérations de cession et d'acquisition d'actifs pétroliers sont courantes dans notre industrie.

Cela dit, nous comprenons que, lorsqu'il s'agit d'un acteur historique comme Total Gabon, de telles transactions puissent susciter des questions. Nous ne nions pas ce sentiment et je vais tenter d'apporter quelques éclaircissements.

En 2017, Total Gabon a cédé des actifs, essentiellement à terre, situés dans le sud du Gabon, relativement loin de nos bases et avec une production déclinante. Nous les avons cédés à des opérateurs dont la stratégie est de mettre en valeur ces champs matures. Nous avons aussi co-investi avec un partenaire pour le développement de champs situés dans l'offshore sud. Notre participation dans ces actifs fait aujourd'hui l'objet d'un projet de cession, une fois ces développements lancés, de manière à les monétiser du mieux possible. Au centre de la stratégie de ces autres acteurs, ces opérations permettent la poursuite des investissements sur ces actifs et la pérennisation des activités associées.

Par ailleurs, nous avons construit et nous opérons le terminal pétrolier du cap Lopez depuis plus de soixante ans. La dimension de ce terminal permettrait d'accueillir une grande partie de la production pétrolière du Gabon. Aujourd'hui le pays compte trois principaux

tra en retour de mieux rentabiliser et de pérenniser l'infrastructure, au bénéfice du pays et des acteurs qui l'utilisent, dont nous, Total Gabon.

Nous avons fait le choix de nous recentrer sur nos actifs opérés dans lesquels nous voyons un meilleur potentiel de développement, et donc de production, à moyen ou long terme.

Total Gabon et le Gabon sont des partenaires historiques et nous comptons poursuivre cette collaboration.

Avec vos collaborateurs, quelle est l'ambiance sur vos sites, dans vos bureaux ?

Total Gabon a changé de taille, mais pas d'identité, et encore moins de valeurs. Notre société est, et reste, une entreprise citoyenne qui continue d'œuvrer au Gabon, pour le Gabon, conformément à nos valeurs mutuelles. Nous sommes en particulier résolument convaincus de la nécessité d'un dialogue social de qualité. Il y a eu des hauts et des bas ces dernières années. Je veux surtout retenir qu'à chaque fois, nous en sortons grandis. Nos employés savent que nous agissons de manière responsable et ils tiennent, comme moi, à ce que cela continue de cette manière.

Grâce à la qualité de ce dialogue, nous avons été en mesure de faire face à l'urgence de la pandémie. Nous avons mis en place des accords sur un changement de rythme de travail, avec période de confinement avant accès aux sites, le tout dans un intérêt mutuel. L'ensemble des conditions de rémunération des collaborateurs de Total Gabon ont été maintenues. Ainsi, nous n'avons pas eu recours à des mesures de chômage partiel, mais plutôt à des dispositifs fondés sur le télétravail, des prises de congés et des récupérations. Des dispositions spécifiques ont également été mises en œuvre pour limiter l'impact de la crise sur les stagiaires et les apprentis.

Nous avons dernièrement eu à mener une négociation relative au projet de cession d'actifs et aux conditions de transfert des salariés du terminal du cap Lopez. Un accord a pu être signé et je tiens à remercier les parties prenantes ainsi que nos partenaires gouvernementaux d'avoir permis ce dénouement. Nous regardons à présent vers l'avenir, avec comme priorité de sortir de la pandémie et de démarrer un nouveau cycle.

Cette pandémie a-t-elle touché les acteurs de Total Gabon ?

En 2020, grâce aux dispositifs mis en place et à la discipline des collaborateurs et des partenaires, nous n'avons enregistré que très peu de cas de contamination parmi nos salariés et contracteurs. Début 2021, avec une seconde vague plus intense, nous avons subi une contamination qui a impacté certains de nos sites offshore. Il est important de préciser que la

Le changement climatique est un phénomène réel et scientifiquement prouvé. La consommation d'énergie représente 80 % des émissions mondiales de CO₂.

terminaux qui, compte tenu de la production nationale, sont sous-utilisés. Nous avons entrepris depuis quelques années des actions pour attirer davantage de volume vers le cap Lopez, afin d'améliorer la rentabilité de cette infrastructure. Le projet de cession du terminal répond à une solide logique industrielle et permettra de consolider les volumes actuels avec ceux d'un acteur important. Cela permet-

configuration des sites offshore ne permet pas de garantir une application stricte des mesures barrières. C'est la raison pour laquelle un protocole de confinement et de tests doit être suivi avant accès aux sites, de manière à nous assurer qu'il n'y ait pas de circulation du virus. À la suite de cette contamination, nous avons remplacé l'ensemble du personnel sur place et sommes revenus à une situation de plateformes sans cas de covid. Au niveau des bureaux, pendant la seconde vague, nous avons fonctionné avec une jauge de 50 % du personnel en présentiel, de manière à pouvoir respecter scrupuleusement les gestes barrières et éviter toute contamination sur le lieu de travail.

Dans la durée, même avec la plus grande rigueur, ce virus est tellement contagieux qu'il est très difficile de totalement l'éviter. Nous avons donc été touchés, comme beaucoup d'autres acteurs.

Je tiens à souligner le partenariat étroit développé avec les autorités sanitaires. Avec leur accompagnement, notre centre médical à Port-Gentil a été équipé d'un laboratoire dont la qualité est reconnue. Il permet de bénéficier d'une grande souplesse pour effectuer les contrôles d'accès à nos sites, ainsi que les dépistages.

La prochaine étape consistera à vacciner le plus grand nombre. C'est une nécessité compte tenu de la configuration des sites de production offshore, qui nécessite un fort taux de personnes vaccinées pour pouvoir lever le protocole de confinement en place. Pour cela, nous devons encourager nos salariés et nos partenaires à se faire vacciner et travailler avec les autorités pour mettre en place le cadre adéquat. Nous sommes impatients de franchir ce pas indispensable au retour à la vie normale, tant sur le plan personnel que professionnel.

Monsieur Stéphane Bassène, votre PDG, Monsieur Patrick Pouyanné, déclare que la croissance de Total s'oriente vers l'exploitation du gaz et celles des énergies renouvelables. En termes d'investissements, cette stratégie n'est pas favorable à la production pétrolière au point que, et sous toutes réserves, au mois de mai, Total deviendra TotalEnergies. Qu'en est-il de la production pétrolière du Gabon? Quelles sont les perspectives de développement pour le pays?

Cette question est importante dans la mesure où elle met en avant une tendance qui va profondément changer le paysage énergétique mondial dans les décennies à venir. Le changement climatique est un phénomène réel et scientifiquement prouvé. La consommation d'énergie représente 80 % des émissions mondiales de CO₂. Compte tenu de la croissance démographique (9 milliards de personnes en 2040) et économique, le monde aura besoin de plus d'énergie tout en produisant moins d'émissions. C'est un défi majeur qui entraînera une évolution significative du mix énergétique vers des énergies bas-carbone, dans une



Au Gabon, la demande en énergie continuera de croître et nous aurons, ensemble, à faire face au changement climatique et à l'adaptation nécessaire de son modèle économique et énergétique.

transition énergétique inédite par son ampleur, sa vitesse et les innovations technologiques mises en œuvre. Pour répondre à ce défi, Total se transforme et devient TotalEnergies. La compagnie, acteur majeur du secteur, s'engage résolument pour satisfaire les besoins croissants en énergie tout en réduisant les émissions. Son ambition est d'atteindre la neutralité carbone sur l'ensemble de ses activités d'ici à 2050, conjointement avec la société.

Le mix énergétique mondial comportera davantage de gaz naturel, considéré comme une énergie de transition (en remplacement du charbon qui émet deux fois plus de CO₂ que le gaz), et surtout plus d'électricité renouvelable. Dans ce domaine particulier, TotalEnergies ambitionne de poursuivre sa croissance rapide avec un objectif de 35 GW installés dès 2025 et de 100 GW en 2030. Cela dit, globalement, il y aura toujours une production de pétrole, dont nous pensons qu'elle restera stable sur la décennie en cours avant de décliner, en fonction de la demande. Ce maintien de la production nécessitera des

investissements pour renouveler les réserves. Ce sera aussi le cas au Gabon.

J'en profite également pour rappeler que le Gabon préside actuellement le groupe africain des négociateurs. Il portera donc la voix de l'Afrique lors de la Conférence des parties de l'Organisation des Nations unies (la COP 26) prévue en novembre 2021 à Glasgow, en Écosse. Le pays possède une vision et des atouts majeurs pour s'inscrire dans la lutte contre le changement climatique et jouer un rôle important sur la scène internationale. L'exemplarité du Gabon dans la préservation de sa forêt, qui lui permet d'absorber plus de carbone qu'il n'en émet, et son leadership sur les initiatives d'adaptation sont à saluer.

Au Gabon, la demande en énergie continuera de croître et nous aurons, ensemble, à faire face au changement climatique et à l'adaptation nécessaire de son modèle économique et énergétique. Dans ce contexte, nous devons cultiver notre partenariat pour mieux nous transformer et répondre à ces défis.

Si vous permettez, nous terminons cet entretien par quelques précisions relatives à vos différents engagements en matière de préservation de la nature et de vos actions de formation en faveur des jeunes apprenants.

Malgré la pandémie, nous avons maintenu et nous renforçons le niveau des formations de nos collaborateurs. L'an dernier, j'ai composé une équipe de haut niveau constituée de collaborateurs de Total Gabon ayant une forte légitimité technique et opérationnelle. Ils sont missionnés pour au moins 2 ans, pour renforcer significativement les compétences techniques de nos salariés. Nous développons des formations pour les accompagner, basées sur les référentiels de notre domaine industriel et sur ceux de Total en particulier.

Nous sommes le premier partenaire de ONE Entreprendre en termes de financement et nous accueillons de nombreux stagiaires et apprentis de l'ONE chaque année. Nous considérons que c'est un devoir de leur offrir une première expérience professionnelle, leur mettre le pied à l'étrier et ainsi les aider à accéder au marché de l'emploi. Cette excellente relation entretenue avec l'ONE est le reflet de nos valeurs d'entreprise citoyenne, agissant et contribuant au développement du Gabon.

Au-delà de ces actions, nous sommes partenaires du centre de spécialisation professionnelle (CSP) et de l'institut du pétrole et du gaz (IPG) installés à Port-Gentil.

Permettez-moi de clore le sujet en évoquant l'association Total Professeurs Associés (www.totalprof.com) pilotée par Monsieur Jean-Pierre Cordier, ancien directeur général de Total Gabon. Les professeurs adhérents sont des salariés ou retraités de Total. Ils dispensent des cours et des conférences dans le monde entier aux salariés, stagiaires et étudiants, et le Gabon n'est pas en reste. Cette contribution est significative, unique et productive.

Concernant la préservation de la nature et de la biodiversité, je m'inscris, comme mes prédécesseurs, dans cette logique qui va de pair avec la lutte contre le changement climatique.

Concernant la préservation de la nature et de la biodiversité, je m'inscris, comme mes prédécesseurs, dans cette logique qui va de pair avec la lutte contre le changement climatique. Notre partenariat avec l'ANPN est un partenariat de longue date qui a permis la mise en œuvre de nombreux projets.

Prenons un exemple très visible des Librevillois : l'arborétum Raponda Walker qui est de plus en plus fréquenté. Les sentiers sont parcourus par des visiteurs, des touristes, mais aussi, et nous nous en réjouissons, par de plus en plus de Gabonais. Les guides sont des professionnels capables de répondre aux questions et d'expliquer ce qui fait la richesse de la forêt gabonaise. Le but est simple : éveiller la curiosité et la conscience des citoyens à l'importance de préserver la nature. De ce fait, nous avons bien l'intention, comme les autres partenaires, de poursuivre notre engagement. Nous misons sur le fait d'attirer l'attention d'un large public pour en extraire un impact collectif. En résumé, ma vision, partagée avec nos partenaires, de cette implication et de toutes les initiatives similaires est d'augmenter le niveau de sensibilisation des citoyens aux enjeux de la préservation des milieux naturels et de la biodiversité, qui sont une richesse nationale.

Merci Monsieur Bassène de me permettre cette conclusion : Total Gabon s'inscrit dans la poursuite de son partenariat avec le Gabon, les investissements consentis en faveur de l'évolution, de la production et de la recherche sont budgétés, vos différentes participations au développement et/ou à l'accompagnement de nobles causes restent inchangées, voire supérieures •

LE SECTEUR PÉTROLIER AU GABON

Toujours 1^{er} contributeur au budget national, le secteur pétrolier souffre particulièrement de la crise sanitaire. La production pétrolière du Gabon est en repli depuis plusieurs années et les espoirs se portent désormais sur l'exploration offshore profond qui pourrait relancer la production à la hausse. Les découvertes récentes dans le secteur du gaz pourraient aussi être susceptibles d'offrir des opportunités nouvelles de développement du secteur.

Le Gabon occupe le 5^e rang des producteurs pétroliers en Afrique subsaharienne, après le Nigeria, l'Angola, le Congo (Brazzaville) et la Guinée équatoriale. Selon la «BP Statistical Review 2014», le Gabon dispose de 2 milliards de barils de réserves prouvées. Le bassin sédimentaire gabonais couvre ainsi une superficie de 247 000 km², dont 30 % on-shore et 70 % off-shore. Environ 47 % de la surface attribuée est ouverte à l'exploration.

La production bénéficie d'une recomposition du paysage industriel dans le secteur pétrolier

La production gabonaise s'est établie à 10,9 millions de tonnes en 2019, soit environ 220 000 barils/jour, en hausse de 13 % par rapport à 2018 du fait de l'entrée en production de sites développés à partir de la fin 2018 et des investissements opérés pour remettre en état certains sites. L'essentiel de la production est exporté, soit 10,5 millions de tonnes en 2019 (+21,2 % par rapport à 2018). L'Asie reste la première destination du pétrole produit au Gabon (90 %), suivie par l'Europe (10 %).

Le Gabon a connu une profonde recomposition du paysage pétrolier dans un contexte économique difficile : fin 2017, Shell a vendu ses actifs au fonds Carlyle. À la même période, Perenco a racheté une grande partie des actifs de Total Gabon, devenant le 1^{er} producteur national. Fin

juillet 2020, Perenco a racheté les participations de Total dans 7 champs matures et celles du terminal pétrolier du cap Lopez. Ces «nouveaux» acteurs, qui représentent aujourd'hui près de 75 % de la production nationale, ont massivement investi (450 MUSD pour Perenco en 2019) pour développer des champs jusqu'alors inexploités et remettre à niveau les installations.

À plus long terme, l'avenir du secteur repose sur une relance de l'exploration. Un cycle de négociation pour 35 blocs a été lancé courant 2019. Après plusieurs reports, le délai de soumission, dernièrement fixé au 30 avril 2020, a été reporté en raison de la pandémie. C'est dans ce cadre qu'a été adopté le nouveau Code des hydrocarbures en juillet 2019. Présenté comme étant plus flexible notamment sur le plan fiscal, il doit permettre de renforcer l'attractivité du secteur.

Malgré les efforts engagés depuis 2009 pour diversifier l'économie (et les sources de revenus), le secteur pétrolier reste, de loin, le 1^{er} secteur contributeur au budget national. Selon le FMI, la part du pétrole dans le PIB gabonais s'élève en effet à 38,5 %.

Dans le contexte de crise sanitaire (confinement, règles sanitaires renforcées, difficultés pour faire venir de la main-d'œuvre étrangère, etc.), les entreprises ont concentré tous leurs moyens humains et matériels pour maintenir la production. Tous les projets en développement ont été arrêtés depuis mars 2020. La relance de ces projets devrait prendre des mois. Ainsi, comme en 2017 et 2018, le Gabon n'aura pas de relais de croissance dans ce secteur, et ce, quel que soit le niveau du prix du baril.

La chute des cours du pétrole enregistrée depuis fin février pourrait avoir un impact comparable à celui de 2015. Le FMI anti-

cipe ainsi une perte des revenus issus du secteur pétrolier de plus de 40% avec, comme hypothèse de travail, un prix du baril moyen à 36 USD. Les prévisions des acteurs pétroliers, au regard des évolutions de la demande mondiale, sont plus pessimistes (30 USD/baril, prix auquel il faut ajouter des discounts, entre 2 et 5 USD, en fonction de la qualité du brut).

Après un audit du secteur confié au cabinet américain Alex Stewart International en 2011 dans le but de mieux cerner les flux financiers issus de l'industrie pétrolière, l'État a créé la Société nationale des hydrocarbures, dénommée GOC (Gabon Oil Company), dont la vocation est de gérer et développer les participations de l'État gabonais dans le secteur pétrolier. En 2016, les autorités gabonaises ont décidé de transférer à la GOC la gestion effective des participations de l'État dans les actifs pétroliers et le capital social des sociétés pétrolières, l'ambition étant à terme de faire de la GOC une véritable compagnie pétrolière, active dans l'exploration production et l'exploitation des champs pétroliers.

Dans cette même logique, le gouvernement gabonais cherche à développer et favoriser l'utilisation des sous-traitants pétroliers gabonais. Le nouveau code des hydrocarbures réaffirme le principe de l'emploi prioritaire de personnel gabonais et l'utilisation prioritaire des sous-traitants locaux. Pendant plusieurs années, le défaut de personnel local qualifié est resté un frein à la bonne application du code du travail local (minimum de 90 % d'employés locaux).

En partenariat avec la République gabonaise, Total Gabon a créé en 2011 l'Institut gabonais du Pétrole et du Gaz à Port-Gentil, avec la collaboration de l'Institut français du Pétrole suivie de celle des sociétés Shell et Perenco. Total Gabon intervient également auprès de l'École Polytechnique de

Masuku afin de former des ingénieurs spécialisés. D'autres compagnies envoient des étudiants, à travers des partenariats, dans des écoles à l'étranger.

Le gaz comme nouvelle opportunité de développement du secteur ?

Le pays détient des réserves prouvées de gaz naturel à hauteur de 28,3 milliards de mètres cubes – essentiellement sous forme de gaz associé, mais n'en fait actuellement qu'un usage limité puisque plus de 90 % de sa production est réinjectée dans le sous-sol ou brûlée, faute de débouchés économiques. Le gouvernement souhaite évidemment promouvoir le développement des ressources gazières nationales dans le but d'engendrer de nouvelles sources de revenus dans un contexte de déclin de la production pétrolière. Différents projets sont en cours, visant notamment à valoriser cette ressource (usine d'engrais de l'île de Mandji notamment). Cette orientation stratégique est inscrite dans le Code des hydrocarbures depuis 2014.

Les ressources en gaz sont actuellement exploitées par la compagnie française Perenco à partir de deux gisements : Ganga et Ozangue. La société a produit 416 millions de m³ de gaz en 2019, occupant ainsi un positionnement stratégique au Gabon puisqu'elle alimente les centrales thermiques de Port-Gentil et Libreville. Globalement, la plus forte concentration des ressources de gaz se trouve dans la zone autour de Rabi-Kounga, d'Olouvi et Ozangue. Les récentes découvertes de gaz à condensats par Total, Shell et Eni dans trois blocs off-shore nécessitent des travaux d'appréciation et pourraient, si ces ressources s'avèrent importantes et économiques, propulser le Gabon sur la scène mondiale des producteurs de gaz.

Source : ministère de l'Économie

Les Echos de l'Eco

echosdeleco.com

Votre Mensuel

CE N'EST PAS QU'UN JOURNAL

AUTRES ACTIVITÉS



ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS

Prise en charge de la conception, des préparatifs et de l'organisation matérielle et logistique (forums, séminaires, inaugurations...) dans le cadre de prestations de service à l'attention des particuliers et/ou des professionnels.



RÉALISATION AUDIOVISUELLE

La production audiovisuelle, la conception, la réalisation, le tournage d'un clip vidéo, d'une publicité, d'un reportage, d'un webinaire... avec les moyens techniques appropriés : caméras, drones...

RÉALISATION ET ANIMATION DE WEBINAIRE

Ces réunions collectives directes via internet facilitent le travail collaboratif entre différents interlocuteurs. Ce moyen interactif est aujourd'hui un processus d'organisation de réunion qui permet un gain de temps et qui limite les coûts de déplacements.



CRÉATION GRAPHIQUE ET IMPRESSION NUMÉRIQUE

Conception et impression des supports de communication : plaquette, flyers, affiches, carte de visite, bloc note, magazine, brochure

INTERVIEW DE MONSIEUR ALEXIS ROBLIN
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE TRACTAFRIC EQUIPMENT GABON

LE GROUPE OPTORG, MAISON MÈRE DE TRACTAFRIC, A FÊTÉ SON CENTENAIRE LE 16 OCTOBRE 2019

UNE TELLE PÉRENNITÉ EST RARE DANS LE MONDE DE L'ENTREPRISE

Le groupe qui a commencé son activité d'abord en Russie puis en Asie durant la première moitié du XX^e siècle s'est résolument tourné vers l'Afrique peu avant les indépendances, notamment par le rachat de la SHO, Société du Haut Ogooué, l'une des entreprises les plus anciennes du Gabon. Le département Engins de la SHO s'appelait à l'époque Traction Africaine qui deviendra bientôt Tractafric que tout le monde connaît au Gabon et plus généralement en Afrique francophone. Après un siècle d'évolution, de diversification, de succès, mais aussi de difficultés surmontées, le groupe est aujourd'hui un acteur incontournable dans la distribution spécialisée en Afrique subsaharienne et au Maroc. Conscient que le continent s'apprête à prendre tout son essor, le groupe est au cœur des projets structurels des pays. Aujourd'hui, le groupe Optorg est composé de 1 871 collaborateurs qui opèrent sur l'ensemble des filiales africaines et depuis le siège de Puteaux en France. Il est présent en Afrique de l'Ouest et centrale, notamment au Gabon où Monsieur Alexis Roblin, directeur général, est aux commandes depuis 18 mois. Pour mieux le connaître, voici quelques informations sur son parcours.

Portrait d'Alexis Roblin

Fils de médecin militaire, il a vécu une grande partie de son enfance en Afrique. Durant ses études de Sciences Politiques puis de commerce à Sup de Co Reims, il séjourne par deux fois en Chine pour apprendre le mandarin. Il travaille successivement pour CFAO au Ghana, au Burkina Faso puis au Cameroun. En 2017, il intègre Tractafric Equipment, ce qui le mène au Tchad puis au Gabon, à Libreville, où il est opérationnel et parfaitement intégré depuis 18 mois.

Par Anne-Marie Jobin

Échos de l'Éco: Pour commencer, comment se porte Tractafric Equipment Gabon aujourd'hui ?

Nous renouons aujourd'hui avec une situation saine sur le plan opérationnel et financier, après une année 2020 complexe à plus d'un titre pour nous, tant du fait de la crise sanitaire qui nous a pris comme tout le monde au dépourvu que du fait de nombreuses réorganisations internes qu'il a fallu mener à bien. Je suis content de pouvoir dire que le plus dur est derrière nous !

Si nos lecteurs sont aussi curieux que moi, ils veulent savoir qui sont vos clients principaux au Gabon : des miniers, des forestiers etc. Lorsqu'ils commandent un engin de chantier, outre la livraison, quelles sont les prestations que vous proposez ? De l'information, de la formation à la conduite, à l'entretien ?

Nous sommes implantés au Gabon depuis 1893. Nous distribuons Caterpillar depuis 1932.

Autant vous dire qu'au fil de ces années, nous avons développé des relations fortes avec nos clients. Le Gabon a cette particularité, notamment dans les secteurs forestiers et BTP, d'avoir relativement moins d'acteurs que chez nos voisins camerounais par exemple. Cela nous permet d'entretenir d'étroites relations avec nos clients et de construire de solides partenariats.

Nous travaillons avec les entreprises qui composent le tissu économique gabonais, notamment les entreprises des secteurs forestiers, du BTP et le secteur minier du manganèse à travers notre agence de la zone sud est, le secteur pétrolier bien sûr à travers notre agence de Port-Gentil, mais aussi avec les secteurs de l'énergie, du transport et de l'industrie.

Nous fournissons à nos clients des engins et groupes électrogènes de la marque Caterpillar, des solutions de manutention des marques Manitou et

Kalmar ainsi que des véhicules industriels Mercedes-Benz. La stratégie du groupe est de se focaliser sur les leaders mondiaux dans chacun de nos marchés afin de proposer des solutions premium à nos clients.

Ce qui est cependant le plus important à noter, c'est que nous ne sommes pas seulement des fournisseurs de nouvelles machines ou camions. Nous accompagnons nos clients tout au long de la vie de leurs machines grâce à nos trois ateliers de Libreville, Port-Gentil et Moanda, à la vente et au remplacement de pièces de rechange. Nous proposons aussi des formations d'opérateurs et techniciens. Nous avons créé des centres de formation ici à Libreville, mais aussi à Douala et Casablanca.

Le chantier du Transgabonais et la route dite Nationale 1 sont en cours de réalisation dans le but de désenclaver l'intérieur des terres. Comment, auprès de qui intervenez-vous et sous quelle forme contribuez-vous à la réalisation de ces ouvrages ?

Le chantier du Transgabonais a longtemps été un sujet de conversation ici au Gabon. Mais je crois à la volonté affichée de mener à bien ce projet. Les premiers travaux ont commencé notamment autour de l'entreprise Afcons et de ses sous-traitants : nous les accompagnons comme nos clients historiques du BTP dans leurs besoins techniques, notamment en pièces et services. Nous restons cependant dans l'attente d'une montée en cadence du projet qui, nous l'espérons, devrait intervenir dans les prochains mois.

Quel est le nombre de vos collaborateurs ? Quel est le pourcentage d'expatriés ?



● ● ● Alexis Roblin, directeur général de Tractafric Equipment Gabon

Nous comptons ici au Gabon 176 collaborateurs, dont 4 expatriés, répartis sur nos trois agences de Libreville, Port-Gentil et Haut-Ogooué. Parmi eux, plus de 130 travaillent dans nos ateliers et au magasin pièces de rechange, c'est vous dire l'importance du service après-vente dans notre

organisation. Cet effectif, s'il est plutôt masculin, rassemble tout de même 28 % de femmes.

Outre les fonctions administratives, financières et relations humaines, trois équipes travaillent ensemble au service de nos clients. Nos équipes de vente sont particulièrement actives et contribuent à la croissance du chiffre d'affaires de l'entreprise. De leur côté, les collaborateurs du magasin pièces de rechange gèrent les commandes, les stocks, et les livraisons, paramètres importants pour ne pas immobiliser une machine longtemps. Enfin, nos équipes services se partagent entre les équipes ateliers, qui travaillent dans nos trois ateliers, et nos équipes STI (service technique itinérant), qui se déplacent sur les sites de nos clients pour réparer les engins in situ quand le déplacement dans nos ateliers n'est pas possible ou pas économique.

Comment recrutez-vous vos employés ? Bénéficient-ils de formations ?

Nous utilisons souvent les stages universitaires et ONE afin d'identifier les talents avant de les recruter. Il est parfois diffi-

L'année 2021 se présente bien pour nous, nous commençons à bénéficier des réformes structurelles initiées en 2020 et du côté commercial, le portefeuille de commande est au niveau des espérances.

cile de trouver des compétences mécaniques à Libreville, aussi sommes-nous une vraie école technique pour nos stagiaires. Même s'ils ne sont pas recrutés au terme de leur stage chez nous, ils acquièrent un savoir-faire et une reconnaissance sur le marché qui les aident dans leur carrière.

Quel est le projet le plus intéressant que vous ayez eu à traiter depuis votre arrivée au Gabon ?

Je citerai deux réalisations dont tous les employés de Tractaftric doivent être fiers aujourd'hui. Tout d'abord la livraison et mise en route de presque une vingtaine de machines Caterpillar accompagnée de la mise en place d'un contrat d'entretien 360° pour un client minier de la zone Sud-Est. Le lot de complications auquel nous avons été confrontés, dû en partie à cette situation pandémique, a engendré beaucoup de stress et de sueur. Je profite de cette interview pour féliciter et remercier chaleureusement mes collaborateurs pour le travail accompli.

Rien de beau ne se fait sans passion : il fallait voir nos yeux admiratifs devant ces machines dont la plus lourde fait 200T. Face à de tels engins, on se retrouve toujours un peu comme un enfant, des étoiles plein les yeux !

Le deuxième projet passionnant aura été la livraison et l'installation de deux groupes électrogènes Caterpillar de 2500 kva chacun pour la fourniture d'électricité de la ville d'Oyem. Nos équipes ont fait honneur à la réputation du groupe sur un chantier qui nécessitait une précision et une excellence technique particulièrement élevées.

Comment avez-vous géré l'année 2020 et les difficultés liées à la Covid 19 ?

L'année 2020 aura été une année complexe à gérer. Je venais d'arriver au Gabon et prendre un poste comme celui-là au milieu de cette crise n'aura pas été de tout repos. Comme beaucoup d'entreprises, nous avons fait en sorte de protéger nos collaborateurs tout en maintenant autant que possible la continuité de l'activité afin de minimiser l'impact de la crise. Grâce à l'implication de tous, nous avons réussi à passer le moins mal possible la période la plus critique de cette crise qui, rappelons-le, perdure encore.

Nous avons cependant profité de la crise de 2020 pour mettre en œuvre des chantiers assez lourds d'amélioration de notre qualité de services.

Pour résumer, il s'agissait de renforcer la productivité dans tous les aspects de nos activités : sur la pièce de rechange, des métriques ont été mis en place qui nous permettent de piloter l'amélioration de nos processus opérationnels, commerciaux et techniques.

Dans nos ateliers nous avons amélioré l'organisation du travail de nos techniciens avec comme objectif de viser l'excellence.

Sur le plan commercial, nous avons mis en place un CRM digne de ce nom qui nous permet de mieux appréhender notre relation client. Tous ces projets organisationnels et procéduraux sont aussi discrets qu'efficaces puisqu'ils contribuent à des changements majeurs et profitables à nos clients.

Comment se profile l'année 2021 chez Tractaftric ? Quels sont les projets futurs sur lesquels vous travaillez actuellement ?

L'année 2021 se présente bien pour nous, nous commençons à bénéficier des réformes structurelles initiées en 2020 et du côté commercial, le portefeuille de commande est au niveau des espérances.

Nous allons lancer dans les prochains mois la construction de notre nouvelle base de Moanda qui sera à la hauteur de nos ambitions dans la région du Haut-Ogooué.

Nous lançons également avec enthousiasme toute une gamme de nouveaux engins qui enrichit notre portefeuille produit. Il s'agit d'abord des modèles du nouveau standard GC de Caterpillar, en particulier sur la gamme de bulldozers et chargeuses particulièrement adaptés aux besoins de nos clients, notamment forestiers.

Cette nouvelle gamme d'engins offre un rapport qualité/prix imbattable : économiques et volontairement « low tech », ils répondent à une facilité d'utilisation, même dans des environnements compliqués d'accès, isolés, comme le sont souvent les exploitants forestiers et TP.

Ce nouveau standard GC vient aussi renouveler la gamme des groupes électrogènes Caterpillar, apportant des solutions plus économiques et toujours aussi fiables à nos clients énergie.

Du côté de Mercedes, le modèle phare de la gamme est le nouvel Actros. Déjà adopté par de nombreux transporteurs, forestiers et miniers, il a confirmé la position de leader de Mercedes-Benz sur le marché du 33T premium grâce à ses capacités.

Si vous deviez comparer la situation de Tractaftric Gabon avec celle du Tchad ?

Les deux filiales sont très dif-



férentes. Tractaftric Tchad est une filiale bien plus modeste en termes de chiffre d'affaires et d'effectifs. Mais l'avantage avec une filiale de taille modeste est que l'impact de vos actions est plus rapide. Là où en 6 mois vous avez des résultats probants, il faudra plus d'un an avant de voir les fruits de votre action dans une filiale plus importante. Concernant les environnements des affaires des deux pays, ils n'ont pas grand-chose en commun. Au Tchad, peu de choses sont structurées et le côté pionnier est complexe à gérer tout en étant passionnant au jour le jour. Le Gabon est un pays largement plus développé et mieux organisé, les choses sont plus cadrées et ça se ressent quotidiennement dans le travail bien entendu.

Au Gabon, le grand public connaît Tractaftric davantage en tant que distributeur automobile, qu'en est-il de cette activité ?

Je suis heureux que vous me posiez cette question parce que

c'est pour moi l'occasion d'éclaircir ce point. Beaucoup de choses ont changé en 2020. Jusqu'à fin décembre 2019, il y avait en effet deux Tractaftric : d'un côté Tractaftric Motors qui distribuait des véhicules légers, notamment la

marque automobile Hyundai et les camions Mercedes-Benz, et de l'autre Tractaftric Equipment, qui distribuait les engins Caterpillar et Manitou. Depuis 2020, le groupe a fusionné ces deux entités sous le nom désormais unique de Tractaftric Equipment Gabon. Dans le même temps, le groupe a décidé de confier la distribution des véhicules légers Hyundai et Ford à un nouvel acteur dans le paysage de l'automobile au Gabon, l'entreprise Sada Motors. Aujourd'hui, c'est Sada Motors qui occupe l'ancien showroom Tractaftric Motors d'Oloumi, voisin de notre base Tractaftric Equipment. De l'ex-activité Motors, Tractaftric Equipment Gabon n'a gardé que les camions Mercedes-Benz, ce qui est très complémentaire avec la distribution d'engins de chantier puisque la plupart de nos clients utilisent des engins et des camions. Pour tous vos besoins automobiles, je vous invite donc à contacter Sada Motors qui saura vous accompagner dans les meilleures conditions. Pour tout le reste, c'est chez Tractaftric Equipment que ça se passe! ●

Pour tous vos besoins automobiles, je vous invite à contacter Sada Motors qui saura vous accompagner dans les meilleures conditions.

SADA Motors, votre nouveau distributeur officiel Ford.



Photo non-contractuelle



SADA Motors Gabon
Zone Industrielle d'Oloumi
Tel. : +241 74 97 72 25



COMMENT SIGALLI TIRE-T-IL SON ÉPINGLE DU JEU AU MILIEU DE CETTE MULTITUDE DE MARQUES DE PRODUITS LAITIERS ?

Créée en 1988 à Libreville par un groupe d'actionnaires franco-gabonais, la Société industrielle gabonaise de Laiterie et de Liquides (Sigalli) signe un contrat de franchise en 1999 avec Yoplait international. Sur le plan panafricain, elle fait partie des cinq seules franchises de ce type. Sa vocation principale est la fabrication, le conditionnement, la commercialisation et la distribution des produits laitiers et de liquides répondant aux exigences de grandes marques telles que Yoplait et Tampico. Sigalli est également importateur exclusif des produits société Candia, ainsi que du groupe Bel. Cette entité compte dans le paysage économique gabonais, car elle emploie environ 200 salariés. Elle se positionne à la cinquième place en termes de production agroalimentaire au Gabon. Dotée d'un réseau de distribution important couvrant un univers de plus de 4 000 points de ventes, la société Sigalli est représentée à Port-Gentil et à Lambaréné via ses agences qui permettent de desservir le reste du pays. Ces valeurs essentielles au développement commercial sont d'autant plus marquées à l'approche de l'arrivée d'enseignes telles que Carrefour ou Intermarché qui inonderont bientôt les rayons de nos magasins d'alimentation.

Par Anne-Marie Jobin



• • • Bertrand Courties, directeur général Sigalli

Échos de l'Éco : Face à cette concurrence censée déferler en septembre, quelle est votre stratégie ?

Il est avant tout important de recentrer les choses, car nous nous inscrivons certes sur le marché des produits laitiers, mais le segment du yaourt frais dans lequel nous sommes spé-

Il apparaît aisément que nous nous positionnons comme l'un des porte-étendards du « made in Gabon ».

cialisés ne souffre pas d'une concurrence dite directe. En revanche, la présence des produits thermisés, et surtout le positionnement de ces derniers dans l'esprit du consommateur, a sans nul doute eu un impact sur nos parts de marchés. Cependant, la maîtrise de notre secteur d'activités et notre implantation depuis plus d'une trentaine d'années sur le marché gabonais nous permettent de dégager un avantage compétitif en termes de production locale, notamment grâce à une politique de prix accessibles. Ceci permet donc de mettre à la disposition de tous nos consommateurs une gamme diversifiée de produits certifiés et de qualité contrôlée. À ce titre, nous figurons dans la liste des entreprises auditées par le bureau Veritas et avons obtenu en octobre 2018 la certification ISO 22000.

Comment vous démarquerez-vous ?

Toute entreprise évoluant dans un environnement dynamique aspire à se différencier des autres acteurs du marché dans lequel il est implanté. Cette différence porte sur l'offre réelle, l'image de marque, la qualité,

les avantages techniques et/ou technologiques ainsi que l'expérience client. C'est en ce sens que Sigalli a opté pour la rénovation de ses infrastructures industrielles, avec la construction d'une nouvelle usine pour la production des produits laitiers. Ces nouvelles installations permettent d'assurer le contrôle des procédés de fabrication de nos yaourts au ferment lactique en répondant aux exigences santé. Notre force de vente active sur le terrain consent quant à elle à l'amélioration de la gestion relation client, à la tenue constante de la veille concurrentielle et assoit notre présence dans la grande majorité des magasins d'alimentation. Par ailleurs, la diversification de l'offre, à l'instar de notre gamme de jus de fruits pur

jus et sans sucres ajoutés sous la marque Fun, et l'introduction de la saveur aloe vera pour les yaourts aux fruits, s'adaptent aux nouvelles habitudes de consommation.

Sigalli entretient un attachement fort pour le Gabon et par conséquent intègre dans sa chaîne d'approvisionnement l'apport de fournisseurs locaux et/ou de la sous-région. Par notre histoire, et au vu de tout ce qui a été mentionné précédemment, il apparaît aisément que nous nous positionnons comme l'un des porte-étendards du « made in Gabon ».

Quelles sont vos perspectives ?

Nous comptons affermir la pérennité de notre entreprise et renforcer notre identité locale à travers notre savoir-faire. Ceci passe par l'adoption d'une vision mettant l'innovation en son centre. Une innovation qui a pour but de rendre nos produits plus attractifs non seulement en termes de qualité et d'organisation, mais aussi de débouchés commerciaux. C'est donc avec le déploiement de la fonction Recherche & Développement, d'ores et déjà appliquée dans nos différents processus métier, que seront lancés de nouveaux produits premium avec pour cible les amateurs de nouvelles saveurs. Dans cette optique, nous sortirons prochainement une gamme de crèmes desserts dont la création a été fortement sollicitée par nos consommateurs •



SIGALLI - Z.I. D'OLOUMI, B.P. 68 LIBREVILLE - GABON
Tél. : (+241) 011 76 13 69/ 71 - secretariat@sigalli.com
Service clientèle Libreville : 074 145 966 - Port Gentil : 074 145 980

UNE JEUNE GABONAISE LANCE L'APPLICATION «CAPAY» POUR FACILITER LE PAIEMENT DES SALAIRES DES PERSONNES NON BANCARISÉES

Au Gabon, où 70 % de la population n'est pas bancarisée, l'inclusion financière reste un défi de taille. La progression du taux de couverture de la téléphonie mobile offre cependant des solutions viables grâce à la révolution du mobile money.

Après deux années d'expérience dans le secteur du mobile money, Ariane Akeret, jeune Gabonaise titulaire d'un master en droit privé qui rêvait de devenir magistrate, vient de lancer officiellement une application destinée à faciliter le paiement des salaires et autres transactions financières, via le mobile money. Dénommée «CaPay», cette plateforme numérique est proposée aux salariés, retraités et populations non bancarisées des entreprises, des caisses de prestations sociales, organismes, associations et administrations publiques.

«Consécutivement aux difficultés rencontrées par certains Gabonais non bancarisés pour percevoir leurs salaires, leurs pensions, leurs bourses, etc., j'ai décidé de mettre en place cette application. Pour exemple, prenons le cas des entreprises installées à l'intérieur du pays où il n'y a aucun établissement bancaire. Les employés sont parfois obligés de se déplacer d'une ville à une autre, avec tous les risques que

cela comporte. Pour moi, c'est une réponse à toutes ces personnes qui sont à l'intérieur du pays et qui ont du mal à percevoir leur salaire».

Selon nos sources, le taux de bancarisation au Gabon est de l'ordre de 30%. «Lors de mon étude de marché, je me suis rendu compte que 81% des villes du Gabon ne possèdent pas de structures bancaires, 70% de la population n'est pas bancarisée, dont 53% des agents de la fonction publique. Ce pourcentage de personnes impactées justifie la mise en place de l'application CaPay qui est une solution rapide, flexible et moins coûteuse».

Pour la matérialisation de cette application, Ariane Akeret répond en 2018 à un appel à projets lancé par l'institution de Bretton Woods. Le CaPay retient l'attention de la Société d'incubation numérique du Gabon (SING) et de la Banque mondiale qui la soutiennent et l'accompagnent pour développer son projet. Présenté, revu et corrigé, le CaPay est lancé à Libreville en



avril 2021. Ariane Akeret espère aujourd'hui que les entreprises, la CNAMGS (Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale) et la CNSS (Caisse nationale de sécurité sociale), entre autres, vont s'abonner à la plateforme pour le paiement des émoluments des Gabonais non bancarisés •

HOSTO EST UNE PLATEFORME DE E-SANTÉ QUI S'ADRESSE À LA FOIS AUX MALADES, AUX PERSONNES EN BONNE SANTÉ, AUX PROFESSIONNELS DU DOMAINE MÉDICAL ET AUX DÉCIDEURS.

Sa principale vocation est l'amélioration de la santé des populations par la mise à disposition de services utiles et innovants. Outil d'aide à la décision pour les gouvernants, Hosto est un puissant système de gestion de l'activité des structures de santé.

Le projet a été initié et développé par la startup gabonaise Yubile Technologie, gérée par l'un de ses cofondateurs, Opolo Mbany Holden Rayleigh. Ces créateurs sont spécialisés dans le développement de logiciels sur mesure. Yubile Technologie compte à ce jour plusieurs réalisations d'envergure, parmi lesquelles la plateforme de gestion des subventions au paiement de loyer du ministère de l'Économie*, le site web de la DGCC** ou encore l'application mobile et le site web de la Setrag*** etc. Cette startup a été créée officiellement en février 2019, mais ses pionniers travaillent ensemble depuis plus de 9 ans, ce qui a permis au groupe d'avoir une forte expérience et un large portefeuille de projets.

Avec une détermination sans faille, ils ont participé au concours national des startups du numérique, le «eStartup Challenge» session 2020, dont la finale s'est tenue en mars 2021. Élu meilleure startup du numérique dans la catégorie démarrage, ils ont pu disposer d'un financement de 43 millions de FCFA et d'un accompagne-

ment dans un incubateur de la place supporté par les organisateurs du projet eGabon.

Le nom de leur nouveau logiciel, Hosto, a été défini afin que la relation avec son utilisation première reste simple et gravée dans les esprits. Diminutif utilisé pour désigner les structures hospitalières, le terme Hosto constituait donc à leurs yeux le meilleur choix pour l'appellation de cette plateforme. Cinq ans de travail et de recherches ont été nécessaires à l'élaboration et au développement de la version primaire d'Hosto. Les dernières améliorations destinées à parfaire le procédé ont été réalisées et le lancement officiel est prévu avant la fin de l'année. L'application est déjà opérationnelle et ses créateurs sont concentrés sur le marché gabonais. Toutefois, plusieurs négociations sont déjà bien avancées dans d'autres pays de la sous-région.

Cette application s'adresse à toute la chaîne de valeur du domaine de la santé, en commençant par les usagers, principaux bénéficiaires des prestations médicales. Sont égale-



ment concernés les professionnels de santé de tous types – médecins, pharmaciens, biologistes, assistants médicaux, cliniques, ambulanciers –, les dirigeants de structure de santé, les gouvernants, les assureurs, les fournisseurs de produits et de matériel médical. La startup est en pourparlers avec certains cabinets d'assurances pour formaliser une collaboration pérenne. La santé étant un secteur très sensible et les professionnels du domaine très occupés, il ne leur est pas aisé d'obtenir des entretiens afin de présenter leur logiciel. Cependant, chacune des nombreuses présentations s'est avérée très constructive, les remarques et observations toujours très pertinentes, ce qui a permis d'améliorer considérablement la solution. Le fait que les inscriptions à Hosto soient entièrement gratuites pour les usagers et professionnels de santé est un argument très favorable à son utilisation •

* <https://minefcovid19.ga>
 ** <https://dgcc.ga>
 *** <https://setrag.ga>



NOTRE SOLUTION

CA PAY un facilitateur de paiements de salaires en masse via mobile money

Elle s'adresse aux:
 Administrations publiques;
 Associations;
 Caisses de prestations sociales;
 Coopératives;
 Entreprises;
 Organismes;
 Syndicats;
 Et bien d'autres

POUR QUELS TYPES DE PAIEMENTS?

Salaires;
 Pensions;
 Frais de mission;
 Perdiems
 Bourses;
 Et tout autre paiement



B.P 370 Rue Pecqueur Centre Ville
 (Derrière l'immeuble Premium)
 Libreville-Gabon
 062 59 83 83 / contact@capay.ga
[in](#) [f](#) [capay](#) / www.capay.ga

BLANC CRISTAL – SOLUTIONS NUMÉRIQUES, COMMUNICATION, WEBMARKETING ET FORMATION DIGITALE

ACCÉLÉRATEUR DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Nous sommes une agence de conseil digital et communication. Blanc Cristal a pris son virage numérique et peut désormais se prévaloir d'avoir une large vision de la communication : à la fois stratégique et digitale.



Entreprise spécialisée dans la communication institutionnelle, digitale ainsi que dans la gestion de projets et l'accompagnement de politique RSE, notre agence déploie son expertise dans la conception de services en communication stratégique, marketing digital, mais aussi dans la création et la gestion d'événements numériques pour tous types d'organisations.

■ Nos ambitions

- Développer spécifiquement le domaine de la transformation numérique par l'accompagnement en digitalisation d'entreprise,
- Maximiser l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication – NTIC,
- Réduire la fracture numérique par la formation des jeunes aux outils digitaux.

■ Nos projets phares dans le numérique

Depuis 2009, le chef de l'État, Son Excellence Monsieur Ali Bongo Ondimba, a fait du développement numérique l'une de ses priorités en inscrivant ce pan dans le volet Gabon numérique du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE). L'ambition est de faire du Gabon un exemple en Afrique en termes de digitalisation, d'ici 2025.

Aussi, pour réussir sa transformation digitale, le Gabon a intégré dans sa politique de développement la création d'entités et d'infrastructures numériques dans le but de promouvoir les technologies de l'information et de permettre l'accès au plus grand nombre.

Suivant cette transformation de notre écosystème digital, notre agence s'est lancé l'ambitieux défi de mettre en place une plateforme digitale et éducative dénommée «Les classes culturelles numériques», un projet à fort impact social conçu pour les élèves de classes du primaire et du secondaire afin de parvenir à initier plus de 10000 jeunes aux sciences du numérique sur une période de 5 ans, avec la perspective à long terme d'atteindre tous les chefs-lieux de province par des ateliers pédagogiques.

■ Programme des classes culturelles numériques

L'utilisation des TIC dans l'éducation constitue un enjeu considérable tant elles ouvrent de nouvelles perspectives dans les processus d'enseignement et d'apprentissage. Potentiellement, tous les acteurs et parties prenantes du secteur éducatif sont concernés par ces nouvelles méthodes d'apprentissage.

Ce programme de développement de compétences numériques naît d'une initiative privée de former et initier les jeunes à l'utilisation d'outils numériques de manière ludique et pédagogique.

Fondées sur l'apprentissage collaboratif de différents logiciels, ces méthodes seront principalement des études de cas, sur des situations-problèmes, sur des projets pédagogiques menés par les apprenants.

Ce programme a récemment reçu l'appui d'une convention signée entre la Banque mondiale, le Projet e-Gabon et le ministère de l'Économie numérique.

■ Sensibilisation numérique

Notre agence a organisé plusieurs campagnes de sensi-

bilisation à l'utilisation responsable d'internet dans les établissements publics et privés depuis 2019 et 2020, et récemment, lors de la journée du 8 mars 2021, avec la Fondation Sylvia Bongo Ondimba en direction des élèves des établissements publics.

■ Concours national des Talents numériques

Nous lançons la seconde édition du Concours des Talents numériques sur le thème de la «sensibilisation à la cybersécurité» qui se déroulera du 25 mai au 25 juin en partenariat avec le ministère de la Communication et de l'Économie numérique, le ministère de l'Éducation nationale, le ministère des Affaires sociales, le cabinet CESIA expert international en cybersécurité, le cabinet international Deloitte, Air France, Airtel Gabon, le Projet e-Gabon et la Banque mondiale.

Pour rappel, l'an dernier, une dizaine de jeunes avaient été dotés de divers lots offerts par nos partenaires (ordinateurs portables, tablettes, smartphones, etc.), tandis que d'autres avaient pu intégrer des stages professionnels afin de développer leurs compétences, en particulier, trois jeunes en situation de handicap, à la chaîne Gabon 24, chez l'opérateur de téléphonie mobile AIRTEL ou encore l'ANINF.

Aussi, dans l'objectif de sensibiliser la communauté éducative quant à l'importance d'adopter de bonnes pratiques, cette seconde édition s'adresse particulièrement à des jeunes au sein de structures éducatives situées dans les villes de Libreville, Port-Gentil et Moanda.

C'est donc une communauté de plus de 300 élèves pour 15 établissements (dont

2 structures médico-sociales) qui bénéficieront d'une formation de 10 heures, et près de 500000 jeunes qui seront impactés par le biais d'une communication directe et indirecte déployée à l'échelle nationale grâce à nos partenaires médias et digitaux.

Pour cette année, les principaux objectifs seront au nombre de cinq :

- Sensibiliser et former la communauté éducative aux pratiques saines en matière de sécurité de l'information et à l'utilisation des environnements numériques;
- Apporter une formation numérique permettant aux utilisateurs de sensibiliser à leur tour d'autres jeunes;
- Permettre l'inclusion en intégrant un programme numérique adapté aux personnes en situation de handicap;
- Encourager les jeunes filles déscolarisées et celles vivant dans des orphelinats à s'intéresser aux métiers du numérique;
- Offrir à la communauté un point de convergence pour les sources d'information par le biais du site web que nous avons mis en place : www.sensibilisationnumérique.com.

Dès le 1^{er} juin 2021, nous lançons les projets «mon quartier numérique» et «mon école connectée» pour une effectivité en juillet 2021 pour le premier et en septembre pour le programme destiné aux établissements publics et privés.

■ Mon quartier numérique

Afin de renforcer l'employabilité des jeunes et leur compétence digitale, notre agence

a mis en place le programme «Mon quartier numérique», initiative qui permet aux jeunes des quartiers défavorisés de découvrir l'environnement numérique et d'acquérir des connaissances et compétences dans le domaine digital.

Cette découverte pédagogique sous forme d'ateliers ludiques leur permettra de mieux comprendre les enjeux numériques et d'exporter les savoirs. Ces activités seront encore plus fortes puisqu'elles permettront d'acquérir des apprentissages tout en réduisant la fracture numérique liée aux disparités socio-économiques.

Ce programme dispensé pendant un mois sous forme d'ateliers sera animé au sein de salles aménagées dans les mairies d'arrondissements afin d'être plus proche des communautés.

■ Mon école connectée

Ce programme vise à connecter les établissements publics et privés tout en formant les élèves aux outils numériques. La mission de ce programme est de contribuer à la construction du contenu numérique pour chaque établissement, par ses élèves.

Cette initiative débutera dès septembre 2021 sous forme de club avec les établissements partenaires. Ce programme numérique vise essentiellement la programmation, l'infographie et le webmarketing, dans le but de développer des outils web.

Les contenus de nos programmes sur la cybersécurité sont coproduits avec le cabinet international Deloitte en tant que knowledge partner •



LE SECTEUR DU NUMÉRIQUE, UN LEVIER DE CROISSANCE IMPORTANT POUR L'ÉCONOMIE GABONAISE

En une dizaine d'années, cherchant à diversifier son économie, le gouvernement gabonais a réussi à développer le secteur des nouvelles technologies par une politique volontariste de promotion et d'investissements dans le secteur du numérique. Selon le dernier classement de l'indice de développement des TIC (2017), le Gabon est aujourd'hui le 6^e pays africain le plus connecté (le 1^{er} en Afrique centrale) et a divisé par 10 le coût de l'accès à Internet, tout en multipliant par 7 le nombre d'abonnés en une décennie.

Par ailleurs, le pays a développé de nombreux services liés, dont le mobile money qui compte désormais plus de 200 000 utilisateurs par mois, pour des volumes de transactions mensuelles de plus de 20 mds F CFA. Avec un chiffre d'affaires global, toutes branches confondues, de 249 mds F CFA en 2019 (5 % du PIB), le secteur emploierait plus de 10 000 personnes. Malgré quelques ralentissements dus à la situation économique depuis 2014, les perspectives du secteur restent positives.



Depuis 2012, le Gabon investit massivement dans la construction d'un réseau fibre optique à haut débit

Les infrastructures se sont mises en place progressivement, notamment grâce au soutien des bailleurs. Le projet CAB 4, colonne vertébrale de l'ambition gabonaise, a été lancé en 2010 avec l'appui financier de la Banque africaine de développement et de la Banque mondiale. Au-delà d'un projet dont la finalité est d'interconnecter tous les pays de l'Afrique

centrale, il vise aussi à doter le Gabon d'un réseau performant de communications. Approuvé en mars 2012 par le conseil d'administration de la Banque mondiale, le projet Backbone national gabonais (BNG, boucle optique qui part du point d'atterrissage du câble sous-marin ACE et se déploie sur l'ensemble du territoire) a bénéficié d'un prêt de 58 M\$, puis d'un financement additionnel de 23 M\$ en 2016. Ce réseau terrestre de 1 500 km traverse le Gabon le long de la voie ferrée. Il est exploité par la société Axione (filiale de Bouygues Énergies & Services) qui intervient comme opérateur privé de

l'infrastructure afin d'exploiter, maintenir, et commercialiser les capacités du réseau de fibre optique dans le cadre d'une délégation de service public signée début 2015 avec la Société de patrimoine des infrastructures numériques (SPIN). Les tarifs ont fortement baissé depuis le début de cette commercialisation, (entre 44 et 88 %) et la qualité s'est grandement améliorée, notamment grâce à la mise en place d'une sécurisation automatique entre les 2 câbles sous-marins qui arrivent au Gabon.

Le développement des infrastructures et les réformes

entreprises sur le plan institutionnel (redéfinition des rôles de l'ANINF et du régulateur ARCEP) ont permis d'attirer des investissements étrangers, dont le groupe Vivendi Africa (GVA) qui, en 2017, a lancé sa première opération en Afrique en tant que fournisseur d'accès Internet au Gabon, avec un investissement de 10 à 15 M€. L'opérateur a développé la commercialisation grand public de la fibre optique à Libreville en FTTH (Fiber to the home) en partenariat avec la SEEG (Société d'énergie et d'eau du Gabon).

Ce secteur dynamique est devenu un vivier pour le développement des compétences et de l'innovation

De nombreuses initiatives ont vu le jour en matière de formation, à l'instar du projet «Train my generation 5000» (partenariat Airtel-Unesco qui vise à former 5000 jeunes aux technologies de l'information et de la communication), ou encore la création du premier campus virtuel d'Afrique centrale (centre de ressources E-Learning Avicenne, inauguré à Libreville en 2016).

Tout un écosystème s'est mis en place autour d'initiatives privées tel le challenge «Starter» de Total. En 2018, en partenariat avec l'État et la Banque mondiale, est lancée la SING (Société d'incubation numérique du Gabon). La société fournit aux entreprises des services de soutien à la transformation numérique (conseils et diagnostics, solutions informatiques, etc.). Elle fonctionne comme une couveuse d'entreprises par le biais de son programme d'accélération intitulé «Cohorte Innovation 4.0» qui offre du soutien au financement et à l'exécution, ainsi qu'un accès au mentorat et aux investisseurs, formations, etc.

Un secteur non négligeable pour l'économie gabonaise

Le secteur du numérique représente un levier de croissance important pour l'économie gabonaise (5 % du PIB). En effet, le marché des télécommunications du Gabon se caractérise désormais par la connexion des principaux centres urbains à la technologie 3G/4G. Le taux de pénétration d'Internet se situe autour de 115 % (en majorité via des terminaux mobiles), tandis que le taux de pénétration du mobile s'élève à 165 %, soit presque 3 millions de lignes mobiles actives en 2019. Le chiffre d'affaires global du secteur atteint près de 250 mds F CFA par an pour un ARPU* téléphonie mobile mensuel de 35 000 F CFA.

L'exercice 2019 s'est révélé plutôt favorable au secteur : le nombre d'abonnés téléphonie mobile est en hausse de 2,1 %, tandis que le nombre d'abonnements Internet a augmenté de 6,7 %, hausse portée par le développement d'offres concurrentielles sur l'Internet mobile et par l'amélioration de la couverture réseau.

*revenu moyen par client ou utilisateur

LE MOT DU MOIS

ÉPARGNE



Le mot tire son origine de l'ancien français *esparnier*, venant du francique *sparanjjan*, qui signifie traiter avec indulgence.

L'épargne correspond à la partie du revenu qui n'est pas consommée. Au niveau d'une économie dans son ensemble, l'épargne peut être le fait des ménages, des entreprises et/ou des administrations publiques.

Ces trois composantes constituent l'épargne nationale tandis que l'épargne privée, que l'on oppose à l'épargne publique, est la somme des épargnes des ménages et des entreprises.

L'objectif de l'épargne varie d'un agent économique à un autre. En vérité, l'épargne constitue la sécurisation de la situation financière d'un individu, d'un ménage ou d'une entreprise à court, moyen ou long terme. De cette manière, grâce à son épargne, l'épargnant peut constituer de la richesse dans le temps.

L'épargne peut revêtir plusieurs formes. On parle ainsi d'épargne liquide lorsqu'elle est disponible immédiatement. L'épargne investie est, quant à elle, réinjectée par les banques dans le circuit économique sous forme d'investissements ou de placements.

L'épargne en espèces est généralement préférée pour ses multiples caractéristiques : transportable, stockable, peu visible, et échangeable contre presque tout.

En général, les pays en croissance rapide connaissent des taux d'épargne plus élevés que les pays à croissance lente. La macro-économie et la stabilité politique influencent les prévisions et donc le taux d'épargne, ce qui détermine dans une large mesure le taux de croissance de la productivité et du revenu. Ainsi existe-t-il une relation causale entre le niveau de l'épargne et celui de l'investissement d'une part, et le niveau de croissance d'autre part.

L'épargne est traditionnellement considérée comme la source principale du financement des investissements. Une épargne insuffisante porte préjudice à la croissance économique. A priori, les crises de surproduction (insuffisance de débouchés) ne peuvent exister si l'offre crée sa propre demande (loi de Say). Cependant, dans certaines situations, l'insuffisance de l'investissement s'explique non pas par une insuffisance d'épargne, mais par une demande effective insuffisante (insuffisance de débouchés) qui n'incite pas les producteurs à investir davantage. Toutefois, l'épargne peut être la manifestation d'une préférence des agents économiques pour la liquidité, pour des motifs de précaution et/ou de spéculation. En économie ouverte, une insuffisance de l'épargne conduit à aggraver le déficit extérieur. En effet, une insuffisance de la production de biens et de services conduit à importer davantage. Par ailleurs, cette insuffisance de l'épargne doit être compensée par le recours à des emprunts extérieurs qui augmentent la dette avec le reste du monde. Ce risque peut être atténué si le pays considéré possède des avoirs extérieurs suffisants grâce à une balance commerciale excédentaire. Mais le plus souvent, face à l'endettement extérieur, les pays doivent opérer une réduction importante du pouvoir d'achat des ménages et modifier leur système de retraite.

Rubrique animée par les anciens de Sciences Po Paris

Transfert d'argent ouvert en Afrique Centrale via GIMACPAY

Libreville Yaoundé

Tapez ***555*10#**
moov-africa.ga

Les services interopérables disponibles via Gimac Pay :

- Le transfert de compte mobile à compte mobile autres opérateurs Mobiles Moneys dans la CEMAC;
- Le transfert de compte mobile à compte bancaire;
- La recharge de carte bancaire depuis le compte mobile;
- Le retrait sans carte (cardless) sur le réseau d'automates (GAB, TPE) du GIMAC;
- Le paiement des biens et services dans le réseau GIMAC;
- Le paiement de facture, impôts et taxes
- L'acceptation des paiements QR Code pour le commerçant du réseau Moov Money;
- La réception des transferts internationaux dans le compte mobile.

VAALCO REND HOMMAGE À ERNEST LESLIE ASAMOAH ET LE REMERCIE

En cette période de pré-vacances, Vaalco célèbre l'un de ses employés. Son dévouement, sa loyauté son sens des responsabilités et sa conscience professionnelle font d'Ernest Leslie Asamoah un collaborateur particulièrement apprécié dans l'entreprise. Il mérite l'hommage que nous lui rendons en l'affichant dans les Échos de l'Éco.

Ernest, 20 ans chez Vaalco, c'est une aventure ! Que représentent ces années pour vous ?

Je suis arrivé jeudi 4 avril 2002 et j'ai immédiatement considéré que c'était un privilège pour moi d'être accepté chez Vaalco. Dès lors, je me suis senti comme à la maison parce que depuis tout petit, je rêvais de travailler dans une compagnie pétrolière. Je crois avoir donné le meilleur de moi en force et en capacité, et je pars avec le sentiment d'avoir rempli ma mission.

Quels sont les événements les plus mémorables de votre parcours au sein de Vaalco ?

Pour moi, l'événement le plus marquant de mon parcours à Vaalco fut celui où on m'a demandé de m'occuper de l'un des fondateurs de Vaalco Energy, M. Virgil Watson. Ce fut un honneur de le conduire tout au long de son séjour au Gabon et de lui faire découvrir notre pays et notre culture à l'occasion de la naissance de l'entreprise, lorsque nous avons mis le champ Etame en production. Pour moi, c'était un événement historique et mémorable.

Selon vous Ernest, qu'est-ce qui vous manquera le plus après avoir quitté Vaalco ?

Toute la fraternité Vaalco, les liens exceptionnels qui nous lient entre collègues. Le fait de nous soucier les uns des autres au quotidien, tout cela me manquera. Cependant, j'ai réalisé que nous passons tous plus de temps avec nos collaborateurs qu'avec nos familles. J'ai l'intention de rattraper cela.

Ernest, vous prenez une retraite bien méritée. Quels sont vos projets ?

Je ne peux pas faire de choix ! J'ai plein de projets. Je suis en pleine santé, rempli d'énergie. Je pars avec la ferme intention de saisir des opportunités qui me garderont actif.



• • • Ernest Leslie Asamoah

Nous avons demandé à l'équipe Vaalco de partager leurs pensées et expériences vécues dans le cadre professionnel avec Ernest :

Quand je suis arrivé à Port-Gentil pour la première fois, Ernest a été la première personne de Vaalco Gabon S.A. que j'ai rencontrée puisqu'il était venu m'accueillir à l'aéroport. Depuis ce jour, il n'a jamais cessé d'être un collaborateur d'une grande probité, toujours prêt à aider et à rendre service. Je lui souhaite de tout cœur une retraite paisible et heureuse, entouré de ceux qui lui sont chers.

Émile Niyungeko, Senior Manager - Finance & Commercial.

Je suis heureux de parler d'Ernest comme collègue et aussi comme un homme chaleureux et convivial. J'ai été impressionné par son professionnalisme, sa disponibilité, et surtout par sa loyauté. Ce sont ces qualités qui ont fait de lui

l'une des personnes-ressources à tout moment quand cela était nécessaire. Il était entièrement dévoué à cette entreprise. J'ai été fier de l'avoir comme collaborateur surtout dans un département aussi exigeant que la logistique. Ernest, sois fier de toi, tu as rempli ta mission avec brio et passe une bonne retraite méritée aux côtés de ta famille qui a tant besoin de ta présence. Que le Seigneur t'accompagne et continue à t'accorder ses grâces.

Guy Roger Nzamba Kombila, Logistic Coordinator.

Il y a trois ans, j'intégrais Vaalco Gabon S.A. et faisais la rencontre d'un personnage plutôt atypique, oui, un personnage d'une oreille toujours attentive, facile à approcher, toujours disponible pour les autres, d'une tolérance surprenante et d'une sagesse qui force l'admiration, Ernest! Oui Ernest, je reste convaincu que tu auras marqué l'histoire de cette société de la plus belle des manières. Heureuse retraite, et profite surtout des tiens!

Usher Ahlin Mbangou Bruce, Accountant & AP Supervisor.

Ernest, je t'ai croisé pour la toute première fois en septembre 2006 et ce fut une rencontre formidable. J'ai toujours eu beaucoup de respect et d'admiration pour cet homme humble, patient, dévoué, toujours à l'écoute et surtout de bons conseils. Bien sûr, 15 ans, ce sont beaucoup de souvenirs chers à mon cœur et le plus important reste ma première maison que tu m'as aidée à équiper juste après mon arrivée chez Vaalco. Pour sûr, je resterai en contact avec toi, car je sais où te trouver. Heureuse retraite!

Yvette Mbazogo, Training & Recruitment Coordinator.

Ce fut un grand plaisir de travailler avec toi Ernest. Ta longue expérience de travail avec Vaalco est un gage de ton humilité, de ta probité, de ton excellent engagement et de ta réussite dans ton travail, dans un environnement aussi difficile et stimulant que le secteur du pétrole et du gaz. Bien qu'il soit temps de prendre ta retraite en tant qu'employé, je tiens à te rappeler que ce n'est pas la fin; plutôt une nouvelle expérience de vie passionnante, où je crois que tes admirables qualités humaines et professionnelles contribueront à de nouveaux succès. Prends soin de toi et de ta famille. Restons en contact et n'oublie jamais que tu as bâti une famille à laquelle tu manqueras à Vaalco.

Aubin Mamfoumbi, Financial Controller.

Ernest reste un père pour la famille Vaalco Gabon SA. Il a su jouer ce rôle envers tous jusqu'au moment où le temps pour lui est arrivé de nous quitter. Il va assurément nous manquer. Retraite méritée à Papa Ernest, repose-toi bien! •

Jean Achille Koulepe Senior Accountant.

Agences n°1
L'immobilier en mouvement



Agences n°1
vous propose

Des appartements
Des villas
Des biens prestigieux
Des terrains
Des locaux commerciaux

VENTE
LOCATION
GESTION DES BIENS

Ensemble nous avons le pouvoir d'agir
Adoptons une attitude
écoresponsable
Commandez une **box bleue**



Récupérez les bouteilles plastiques et NAMÉ
Recycling les collectera gratuitement

Retrouvez-nous
sur notre site internet
Agencesn1.com

agencesnumero1

Agences n1

MONTAGNE SAINTE
Téléphone :
011 74 51 51 / 077 64 51 51



O'carburants
Optimum



haxxi

**PROTECTION
OPTIMALE**

Offrez une longue
vie à **votre moteur**



PRENONS LA ROUTE ENSEMBLE

**Il n'y a pas de petits gestes lorsque
nous sommes des milliers à le faire**

#j'emengage

Mon pouvoir, c'est ma décision